

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR A FIN Juillet 2020

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Économie et des Finances et de la Réforme de l'Administration, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

La SCRT à fin juillet 2020 intervient dans un contexte caractérisé par la poursuite du processus d'allégement des mesures intervenues dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, qui s'est traduit par la reprise progressive de certaines activités économiques. Elle reflète également l'impact des mesures adoptées par le Comité de veille économique pour contrer les effets socioéconomiques de la pandémie Covid-19. Cet impact, qui est perceptible au niveau aussi bien des recettes que des dépenses, a pu être atténué grâce aux ressources mobilisées dans le cadre du Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19, lesquelles ont atteint près de 33,7 MM.DH contre des dépenses de 24,7 MM.DH.

Ainsi, cette situation fait ressortir les principales évolutions suivantes :

- **Poursuite de l'atténuation du rythme baissier des recettes fiscales :**

Comparativement aux prévisions de la loi de finances rectificative 2020, le taux de réalisation des recettes ordinaires, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, s'est situé à 57,1%, soit le même niveau qu'un an auparavant.

Par rapport à la même période de l'année 2019, ces recettes ont enregistré une baisse de 13,6 MM.DH, dont 10,3 MM.DH au titre des recettes fiscales et 3,3 MM.DH au titre des recettes non fiscales.

Concernant les recettes fiscales, bien qu'en baisse par rapport à la même période de 2019, les réalisations du seul mois de juillet (14,6 MM.DH) s'avèrent en amélioration par rapport à la moyenne des trois derniers mois de l'année en cours (11 MM.DH). Cette amélioration a concerné les principales recettes fiscales (IS, IR, TVA, recettes douanières et droits d'enregistrement).

- les recettes tirées de l'IS, bien qu'établies au même niveau constaté à fin juillet 2019, soit 27,2 MM.DH, ont enregistré un taux de réalisation de 63,4%, sachant que cet impôt est basé essentiellement sur les résultats de 2019. Le mois de juillet, à lui seul, a enregistré une recette de 1,8 MM.DH, en amélioration par rapport à la recette moyenne enregistrée au titre des trois mois précédents, soit 1,1 MM.DH.

- Les recettes au titre de l'IR font ressortir un taux de réalisation de 61,8% et une baisse de 6,4% (-1,7 MM.DH). Le seul mois de juillet a enregistré une recette de 3,5 MM.DH, contre une moyenne mensuelle de 3,1 MM.DH au titre des trois mois précédents.
- Les droits d'enregistrement et de timbre ont enregistré un taux de réalisation de 63,5% et une baisse de 21,7% (-2,2 MM.DH). Au seul mois de juillet, les recettes à ce titre ont atteint 961 M.DH, contre une moyenne de 440 M.DH au titre des trois mois précédents.
- Les recettes au titre de la TVA globale ont affiché un taux de réalisation de 62,1% et une baisse de 10,8% (-3,5 MM.DH). Cette baisse est attribuable principalement à la TVA à l'importation (-3,7 MM.DH), la TVA à l'intérieur ayant connu une légère hausse de 199 M.DH. Sur une base mensuelle, les recettes de la TVA se sont établies à 4,7 MM.DH, contre une moyenne mensuelle de 3,8 MM.DH au titre des trois mois précédents.
- Les taxes intérieures de consommation ont enregistré un taux de réalisation de 54,9% et une baisse de 12,2% (-2,1 MM.DH) par rapport à la même période de 2019. Au titre du mois de juillet, ces recettes ont atteint 2,7 MM.DH, contre une moyenne mensuelle de 1,8 MM.DH au titre des trois mois précédents.
- Concernant les droits de douane, ils ont enregistré un taux de réalisation de 63,8% et une baisse de 8,3% (-460 M.DH). Au seul mois de juillet, ils ont atteint 737 M.DH, contre une moyenne de 592 M.DH au titre des trois mois précédents.

En ce qui concerne les recettes non fiscales, leur baisse est attribuable à la non-réalisation de recettes de privatisation durant cette période (-4,4 MM.DH), au retard accusé par les versements en provenance de certains établissements et entreprises publics (-2,2 MM.DH). Cette baisse a été atténuée par une amélioration des « autres recettes » (+3,6 MM.DH), attribuable principalement à l'augmentation des fonds de concours (+3,6 MM.DH).

- **Les dépenses se sont inscrites en hausse, tirée principalement par les dépenses ordinaires :**

Les dépenses ordinaires ont enregistré, à fin juillet 2020, un taux d'exécution de 59,1 % par rapport aux prévisions de la loi de finances rectificative et se sont inscrites en hausse de près de 7,3 MM.DH (+5,5 %) par rapport à la même période de l'année 2019.

Le rythme d'exécution de ces dépenses recouvre les principales évolutions suivantes :

- Une augmentation des dépenses de biens et services de 8 MM.DH (+7,6%) se traduisant par un taux de réalisation de 57,6%, en ligne avec les prévisions de la loi de finances rectificative;
- Une quasi-stabilité des intérêts nets de la dette ; et
- Une baisse de 735 M.DH (-8,1%) de la charge de la compensation en relation avec la baisse des cours internationaux du gaz butane. Par rapport aux prévisions de la LFR 2020, le taux de réalisation ressort à 70,3%.

Concernant les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 36 MM.DH, soit un taux de réalisation de 50,7 % par rapport aux prévisions de la LFR et une baisse de 3,3% (-1,2 MM.DH) par rapport à la même période de 2019. Cette évolution résulte principalement de la baisse des dépenses au titre des budgets ministériels.

Quant aux comptes spéciaux du Trésor, ils ont dégagé un excédent de 7 MM.DH contre 5,1 MM.DH à fin juillet 2019, soit une augmentation de 1,9 MM.DH. Cette hausse s'explique principalement par l'excédent de 9 MM.DH dégagé par le Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19, les autres comptes spéciaux du Trésor ayant enregistré globalement un flux négatif de 2 MM.DH, contre un excédent de 5,1 MM.DH un an auparavant.

- **L'évolution des recettes et dépenses ordinaires s'est traduite par un solde ordinaire négatif de l'ordre de 12,9 MM.DH, qui est comparable avec celui enregistré à fin juin dernier et qui traduit un équilibre entre les recettes et les dépenses ordinaires au titre du mois de juillet.**

Compte tenu de ce qui précède, le déficit budgétaire s'est établi à 41,9 MM.DH, contre 24,2 MM.DH un an auparavant soit une hausse de 17,7 MM.DH. Par rapport au mois de juin précédent, ce déficit est en augmentation de 12,8 MM.DH, dont 4,8 MM.DH correspondent aux dépenses d'investissement du mois et 6 MM.DH au titre des dépenses additionnelles du Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19.

Si l'on exclut l'excédent enregistré par le Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19, le déficit s'élève à près de 51 MM.DH, en aggravation de près de 27 MM.DH par rapport à la même période de l'année 2019.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

	Juillet 2019	Loi de finances 2020	Juillet 2020	Juillet 2020/ Juillet 2019		Taux de réalisation en %
				en %	en valeur	
I - RECETTES ORDINAIRES	140.925	222.815	127.335	-9,6%	-13.590	57,1%
RECETTES ORDINAIRES (hors privat.)	136.481	222.815	127.335	-6,7%	-9.146	57,1%
Recettes fiscales	124.635	185.841	114.291	-8,3%	-10.343	61,5%
- Impôts directs	56.930	87.515	54.907	-3,6%	-2.023	62,7%
- Impôts indirects	51.924	77.735	46.295	-10,8%	-5.629	59,6%
- Droits de douane	5.516	7.930	5.056	-8,3%	-460	63,8%
- Enregistrement et timbre	10.265	12.661	8.034	-21,7%	-2.231	63,5%
Recettes non fiscales	14.456	33.674	11.357	-21,4%	-3.099	33,7%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	5.589	14.686	3.341	-40,2%	-2.248	22,7%
- Autres recettes	4.423	18.988	8.016	81,2%	3.593	42,2%
- Privatisation	4.444	0	0	-	-4.444	#DIV/0!
Recettes de certains CST	1.834	3.300	1.686	-	-148	51,1%
- Fonds de soutien des prix	116	600	121	-	5	20,2%
- Fonds spécial routier	1.718	2.700	1.565	-	-153	58,0%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	164.827	305.215	169.251	2,7%	4.424	55,5%
DEPENSES ORDINAIRES	132.635	237.102	140.230	5,7%	7.596	59,1%
Biens et services	105.419	196.903	113.411	7,6%	7.992	57,6%
Personnel (1)	72.907	135.933	78.073	7,1%	5.166	57,4%
Autres biens et services	32.512	60.970	35.338	8,7%	2.826	58,0%
Dettes publiques (2)	18.149	28.339	18.487	1,9%	339	65,2%
Intérieure	16.322	23.421	16.321	0,0%	-1	69,7%
Extérieure	1.827	4.918	2.166	18,6%	340	44,0%
Compensation (3)	9.067	11.860	8.332	-8,1%	-735	70,3%
SOLDE ORDINAIRE	8.290	-14.287	-12.896	-255,6%	-21.186	90,3%
INVESTISSEMENT	37.296	71.113	36.050	-3,3%	-1.247	50,7%
dont Fonds spécial routier	1.317	2.700	641			23,7%
III - SOLDE DES CST (4)	5.104	3.000	7.029	37,7%	1.925	234,3%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-23.902	-82.400	-41.916	75,4%	-18.014	50,9%
DEFICIT BUDGETAIRE hors Fonds Gestion Covid-19	-23.902	-82.400	-50.960	113,2%	-27.058	61,8%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-10.114		-6.000		4.114	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-34.016	-82.400	-47.916	40,9%	-13.900	58,2%
FINANCEMENT INTERIEUR	28.603	38.771	37.226		8.623	96,0%
Endettement intérieur	11.887		41.213		29.326	
Autres opérations	16.983		-3.986		-20.970	
FINANCEMENT EXTERIEUR	5.413	43.629	10.690		5.277	24,5%
Tirages	10.182	60.000	14.988		4.806	25,0%
Amortissements	-4.770	-16.371	-4.298		472	26,3%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autres biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

	Juillet 2019	Loi de finances 2020	Juillet 2020	Juillet 2020/ Juillet 2019		Taux de réalisation en %
				en %	en valeur	
RECETTES ORDINAIRES	140.925	222.815	127.335	-9,6%	-13.590	57,1%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Privat.)	136.481	222.815	127.335	-6,7%	-9.146	57,1%
RECETTES FISCALES	124.635	185.841	114.291	-8,3%	-10.343	61,5%
Impôts directs	56.930	87.515	54.907	-3,6%	-2.023	62,7%
Taxe professionnelle	290	321	195	-32,8%	-95	60,7%
I.S	27.136	42.914	27.187	0,2%	51	63,4%
I.R.	26.429	40.047	24.737	-6,4%	-1.692	61,8%
Contribution de solidarité sur les bénéfices	2.009	2.157	2.124	-	115	98,5%
Taxe urbaine/d'habitation	35	30	20	-42,9%	-15	66,7%
Majorations	987	1.993	633	-35,9%	-354	31,8%
Autres impôts directs	44	52	11	-75,0%	-33	21,2%
Impôts indirects	51.924	77.735	46.295	-10,8%	-5.629	59,6%
T.V.A.	34.645	50.116	31.122	-10,2%	-3.523	62,1%
(Intérieure)	11.551	18.965	11.750	1,7%	199	62,0%
(Importation)	23.094	31.150	19.372	-16,1%	-3.722	62,2%
T.I.C.	17.279	27.620	15.172	-12,2%	-2.106	54,9%
(Tabacs)	6.766	10.565	6.293	-7,0%	-474	59,6%
(Produits énergétiques)	9.519	15.483	7.948	-16,5%	-1.571	51,3%
(Autres)	994	1.572	932	-6,2%	-62	59,3%
Droits de douane	5.516	7.930	5.056	-8,3%	-460	63,8%
Enregistrement et timbre	10.265	12.661	8.034	-21,7%	-2.231	63,5%
RECETTES NON FISCALES	14.456	33.674	11.357	-21,4%	-3.099	33,7%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	5.589	14.686	3.341	-40,2%	-2.248	22,7%
- Autres recettes	4.423	18.988	8.016	81,2%	3.593	42,2%
- Privatisation	4.444	0	0	-	-4.444	#DIV/o!
Recettes de certains CST	1.834	3.300	1.686	-	-148	51,1%
Fonds de soutien des prix	116	600	121	-	5	20,2%
Fonds spécial routier	1.718	2.700	1.565	-	-153	58,0%